LE FRANC SE BARRE...

OCTOBRE 1976 - N° 739 Participation aux frais : 3 F

LA Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE PROPAGANDE POUR L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE
FONDÉ PAR **Jacques DUBOIN**

REDACTION et ADMINISTRATION : 88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

LA PROPAGANDE NE S'IMPROVISE PAS

par M.-L. DUBOIN

Le réveil de notre journal semble entraîner celui de ses lecteurs. Parmi ceux-ci, nombreux sont ceux qui m'ont fait part, avec leurs encouragements, de leurs efforts personnels, se remémorant avec nostalgie les activités militantes des sections avant et après la guerre, les brillantes conférences hebdomadaires suivies de débats animés, etc... Beaucoup reconnaissent que leur propre ardeur s'est considérablement atténuée, certains se contentant de prolonger leur adhésion, d'autres essayant en plus, à titre individuel, de nouer des contacts avec des personnalités françaises ou étrangères susceptibles de posséder une certaine ouverture d'esprit. Tous cependant restent convaincus d'être sur le bon chemin et, prêts à continuer notre combat de propagande, éprouvent le besoin de dresser un bilan : quels sont, à l'heure actuelle, nos moyens d'action ?

★

Nous sommes peu nombreux. Surtout si nous ne comptons que ceux qui se font connaître pour venir militer ouvertement à nos côtés. Mais les plus grands mouvement d'idée débutent forcément ainsi, il n'y a pas lieu de s'en étonner ni de chercher, comme le font certains camarades, à en rendre des tiers responsables. C'est ainsi que quelques-uns seraient enclins à se servir de l'expérience « Tous ensemble » qu'ils considèrent comme un échec, pour en conclure qu'il n'y a rien à faire comprendre aux jeunes. D'autres parlent de la « conspiration du silence » pour en déduire qu'il n'y a rien à faire du tout.

Analysons de plus près ces deux jugements décourageants.

Il ne m'appartient pas ici de faire le procès de « Tous ensemble ». Mais il est certain que cette opération ne peut pas être classée comme un échec complet, car il est impensable que les écologistes raisonnables ne se rendent pas compte à quel point la qualité de la vie sur terre est faussée par la recherche du profit. Leur combat passe ainsi logiquement par le nôtre, et cela ne peut qu'apparaître enfin aux yeux de tous. Si certains parlent d'échec, il ne peut s'agir que du point de vue des méthodes de propagande, de la recherche et du choix des arguments. C'est au vu du peu d'approbation au référendum posé sur cette question en mars 1975 (moins de 5 % d'accord) que la discussion aurait dû être ouverte au M.F.A.. Ne doutons pas qu'elle le sera enfin lors du prochain congrès national.

Quant à la conspiration du silence, elle ne date pas d'hier puisque le mot est de J. Duboin. Mais au lieu d'en conclure au renoncement, il est plus constructif de chercher à comprendre les mobiles qui animent les « conspirateurs », pour mieux les déjouer.

Ils appartiennent à deux catégories : ceux qui ont compris et ceux qui n'ont pas compris.

Les premiers agissent parce qu'ils ont calculé que l'économie distributive leur ferait perdre un pouvoir, ou un prestige, bref, un privilège qui passe à leurs yeux avant la justice et même la vie de

leurs semblables. Ils sont peu nombreux, mais constituent un obstacle primordial parce qu'ils tiennent les rênes de notre société. Heureusement nous avons un allié tout puissant contre eux : le mal incurable qui mine le système capitaliste sur lequel ils s'appuient.

Reste la foule de tous ceux qui n'ont pas compris, ou mal compris, ou qui n'ont jamais entendu nos arguments. A qui la faute ? Faut-il raisonner comme cet instituteur qui déclare que tous ses élèves sont des ânes quand ils ne comprennent pas ses explications ? Il y a des ânes, c'est vrai. Mais il y a aussi des élèves dont personne n'a cherché à ouvrir l'esprit. Et il y a ceux qu'on a conditionnés pour raisonner comme des ânes, au besoin à coups de bâton. Enfin, il y a de mauvais professeurs... Quand il n'y aura plus que les vrais ânes à n'avoir pas compris, alors seulement nous pourrons estimer être au bout de nos efforts. Pas avant !

Il est, hélas, évident que la pauvreté de nos moyens publicitaires est un handicap dans une société où même les idées se mesurent en millions de francs ! Je n'en veux pour preuve que l'aspect que prennent désormais les campagnes électorales : à voir les deux brillants candidats qui se disputent la Maison-Blanche, il apparaît bien que le choix ne s'est pas fait sur le critère de l'intelligence.

A l'instar du renard de La Fontaine devant les raisins qu'il ne peut atteindre (« ils sont trop verts, dit-il, et bons pour des goujats »), plaçons plus haut nos moyens de propagande.

Nous sommes obligés de remplacer la **quantité** des moyens, qui nous manque, par la **qualité** de nos productions. C'est un effort immense à faire, mais qu'il appartient à tous de partager.

★

A l'actif de notre bilan, et c'est énorme, il y a la démonstration quotidienne de la vérité de nos arguments. Notons d'abord que l'économie distributive s'instaure sans crier gare par une multitude d'allocations et de subventions diverses qui étaient impensables il y a seulement 50 ans (et qu'est-ce que ces 50 ans dans l'histoire de l'homme !). Il y a ce fait, évident aujourd'hui, que les problèmes économiques priment tous les autres. Et pourtant, que de sarcasmes ont accueilli Jacques Duboin quand il a été le premier à le montrer ! Il y a cette course contre la montre que veulent gagner certains écologistes concients, face à une industrialisation poussée sans discernement pour le seul profit de quelques-uns. Il y a cette vérité indéniable de la croissance simultanée du chômage et de la production. Il y a enfin ce mur sur lequel butent depuis si longtemps nos économistes les plus distingués : l'inflation, que leurs mesures draconiennes n'épongent pas mieux que le seau d'un enfant n'assèche la mer. En un mot, c'est l'actualité économique et sociale qui est notre meilleure source d'encouragements. Il nous appartient de savoir en tirer parti.

★

Le moyen le plus sûr dont nous disposons à l'heure actuelle, c'est notre journal. Il s'agit donc non seulement de le garder, mais de faire tout ce que nous pouvons pour qu'il soit le meilleur possible. C'est par sa qualité, et par elle seulement, qu'il peut augmenter son audience. Face à un tel but, il paraît bien futile d'opposer des querelles de personnes. Seule la qualité rédactionnelle, la valeur des arguments, la richesse de la documentation, l'actualité et la portée des informations doivent être prises en considération. Nous ne sommes pas parfaits et nous ne le deviendrons pas, surtout dans ce monde qui rend fou. Mais essayons au moins de garder suffisamment de raison pour ne pas perdre l'un de nos meilleurs et plus solides outils.

Malheureusement, on ne s'improvise pas journaliste du jour au lendemain. Il ne suffit pas d'avoir du talent et de bonnes choses à dire. Il faut en plus se donner beaucoup de mal pour les écrire, de la façon la plus claire, la plus concise, la plus attrayante possible. Il existe quelques règles simples, comme se choisir un sujet et s'y tenir, suivre un plan (introduction, développements, conclusion), éliminer le superflu et les répétitions, se relire et se faire lire en sollicitant des critiques. Accepter, au besoin, de tout recommencer... Rien n'est déshonorant dans un tel travail. Combien de fois ai-je vu mon Père mécontent d'une première, d'une seconde, d'une nième rédaction, remettre à nouveau l'ouvrage sur le métier !

C'est à son talent, à ses efforts personnels, et à ceux qui avaient su l'aider avec le même courage, que « La Grande Relève » doit d'avoir survécu à tant de difficultés. Nous ne la redresserons que si nous sommes capables de trouver encore plus de gens courageux acceptant une telle tâche.

Cette tâche n'est d'ailleurs pas ingrate. Il n'y a rien de tel pour comprendre les choses à fond que de s'atteler à les bien expliquer.

★

Dans le domaine de la presse écrite, le stade suivant serait évidemment de publier de bons ouvrages en librairie. Mais devant le nombre croissant des publications, il faut reconnaître que pour être lu, un livre doit, soit bénéficier d'une énorme publicité, telle celle gratuitement accordée au Président de la République, soit posséder de très brillantes qualités d'originalité, d'actualité, de clarté. En attendant qu'un nouveau talent se révèle, nous avons avec l'œuvre de Jacques Duboin un atout remarquable que nous aurions bien tort de

ne pas exploiter à fond. Je ne crois pas qu'il soit opportun d'essayer de rééditer et faire lire toute son œuvre. Elle est évidemment trop volumineuse, et certains passages ont forcément perdu de leur actualité. Par contre, certains éditoriaux de « La Grande Relève » et des bulletins « Réflexions d'un Français Moyen », toujours très actuels, pourraient être relus avec intérêt. On peut donc envisager une réédition sélective des passages les plus représentatifs et les plus actuels, en un seul volume, dont le lancement pourrait peut-être coïncider, ce qui serait un atout publicitaire, avec le centenaire de la naissance de l'auteur. Le travail de sélection à faire sur l'œuvre de Jacques Duboin est énorme, demande beaucoup de temps et de soin. Je suis prête à l'entreprendre. Mais j'ai besoin d'aide.

★

Les conférences d'autrefois nous ont été très profitables. D'abord parce que nous avions de brillants conférenciers. Et puis parce que la télévision n'avait par envahi comme aujourd'hui, la majorité des foyers. Elle fascine, à l'heure actuelle, la population. Elle se substitue souvent aux conversations en famille, aux soirées entre amis, aux veillées paysannes et, même, ce qui est encore plus grave, à toute réflexion personnelle. Ainsi, ce qui devrait être une agréable détente occasionnelle, et un remarquabe moyen de se cultiver, de découvrir le monde et de réfléchir aux problèmes de notre époque, devient un instrument de conditionnement des masses entre les mains de ceux qui en ont le monopole. Il nous reste l'espoir que sa médiocrité entraîne la lassitude qui succède souvent à l'euphorie de la nouveauté. Ou bien que sa gestion revienne un jour à des esprits animés de meilleurs principes.

Ceci entraîne pour nous deux conséquences : il n'y a plus qu'en périodes électorales qu'on peut espérer organiser avec succès des conférences-débats. Dans ce but, il convient donc de préparer de bons orateurs, connaissant à fond leur sujet et l'art de parler en public. Nous pouvons, d'autre part, envisager une espèce de « recyclage » de certains d'entre nous en prévoyant d'avoir l'occasion de faire un jour une émission télévisée. Car en ce domaine plus encore peut-être qu'en tout autre, la propagande ne s'improvise pas. Elle demande un travail qui s'étudie, se prépare longtemps à l'avance, se met au point avec des gens du métier connaissant à fond les techniques, les trucs et les effets. Là encore nous avons beaucoup à faire si nous ne voulons gâcher aucune possibilité.

★

La faiblesse de nos effectifs nous oblige à nous sentir tous concernés par la propagande. Donc à participer tous à cet effort vers la qualité. C'est dans notre petite sphère qu'il faut la préparer, en perfectionnant chacun nos moyens personnels. L'heure n'est plus de remettre à d'autres le soin d'agir à notre place. Et nous avons tous des talents variés à exploiter, même si cela demande un très gros effort de rigueur de pensée, des lectures arides, de la persévérance, etc... voire même de la modestie.

Nous avons tous, autour de nous, quotidiennement, l'occasion d'amener des proches, parents, compagnons de travail, relations diverses, à réfléchir. Mais il nous appartient de soigner la façon d'aborder avec eux le dialogue pour le mener opportunément sur notre sujet. Là encore l'improvisation est dangereuse. Une erreur psychologique peut mener à un échec plus grave que l'ignorance. Il faut savoir préparer le terrain, analyser les motivations de l'interlocuteur, ses blocages et ses manies. Il faut prendre soin de le préparer à comprendre, avant de lui présenter une solution. Je crois, par exemple, que si l'enthousiasme nous emporte au point de décrire un véritable pays de Cocagne, sans chômage, sans impôts, sans crimes crapuleux, etc., à quelqu'un à qui on a omis de faire comprendre, **au préalable**, pourquoi et comment de nouvelles bases d'échanges entre les hommes sont possibles et nécessaires, il ne faut pas s'étonner d'entendre traiter les « abondancistes » d'utopistes, donc de doux dingues...

★

Nous avons conscience d'être arrivés à un tournant décisif dans notre action. Jamais les faits économiques n'ont mieux crié la justesse de nos analyses. Demain la gauche au pouvoir peut nous ménager une meilleure audience. Sommes-nous prêts à faire l'effort individuel nécessaire pour être à la hauteur de la tâche que nous nous sommes fixée ?

POUR QUE VIVE « LA GRANDE RELÈVE »

SOUSCRITION PERMANENTE

P.B., Paris-18e : 1 000F.
Mme WITTWER, Châtillon : 100 F.
Georges STEYDLÉ, Plessis-Robinson : 100 F.
Mme Colette SIMON, Le Vésinet : 300 F.
J. PONCIN LA FUSTERIE, Issigeac : 200 F.

Je rappelle que ces seuls versements nous aident à publier le journal, puisque nous ne disposons pas des abonnements en cours et autres sommes versées pour le journal au C.C.P. 918-66.

Un grand merci pour une aide si opportune !

M.-L. D.

En relisant Jacques Duboin

UNE PENSÉE FIGÉE EST UNE PENSÉE MORTE

par Jacques LE MORVAN

Le dynamisme de la pensée caractérise Jacques Duboin. C'est pourquoi la lecture de ses ouvrages par les responsables des organisations politiques et syndicales leur serait particulièrement profitable.

Ouvrons ce merveilleux petit livre que Jacques Duboin a intitulé « L'économie distributive s'impose », nous y lisons :

« Sachez qu'un économiste « distingué » est inentamable. Qu'il soit de droite ou de gauche, il entend faire accepter pour loi naturelle, donc applicable en tous temps et en tous lieux, des hypothèses provisoires qui permettent d'expliquer le passé, mais qu'il faut abandonner sous la pression de phénomènes nouveaux...

» Pour commencer, il faut faire abandonner la conception d'un ordre social immuable. On s'imagine à tort que le capitalisme — que j'appellerai le système des prix-salaires-profits — s'identifie à certain ordre naturel, et que le mieux qu'on puisse faire est de diminuer les excès ou les mauvais effets des lois naturelles qui le régissent.

» Un nombre incalculable de gens ignorent que la société humaine n'a jamais rien de définitif ; elle n'est pas statique comme elle fut longtemps en Egypte, en Chine et ailleurs. Elle se transforme selon la manière dont les hommes se divisent le travail, c'est-à-dire selon les progrès réalisés par les techniques de production. Ces progrès obligent les hommes à vivre d'une manière différente, donc à changer leurs institutions, leurs mœurs, leurs façons de penser, bref tous leurs rapports sociaux... ».

1929 - 1974

Cet enseignement doit être constamment présent en nous-mêmes. Il nous évitera, par exemple, l'erreur qui consiste à appliquer à la crise actuelle l'analyse faite pour celle de 1929 et les précédentes. Celles-ci furent des crises de surproduction (ou plus exactement de sous-consommation par manque de moyens solvables) qui se caractérisèrent toutes par l'écroulement des prix, l'effondrement des profits et un chômage étendu.

La crise actuelle se caractérisa dès sa naissance, et continue à se caractériser, non pas par un effondrement des prix mais par leur hausse généralisée. Cette « inflation » ne provoqua nullement le chômage ; celui-ci résulta des mesures prises par le gouvernement en vue de freiner l'expansion économique.

Nul lecteur de Jacques Duboin n'ignore que la rareté des produits est, dans ce régime, la condition du profit et l'une des conditions essentielles de toute hausse des prix. La crise actuelle serait-elle donc, contrairement aux précédentes, une « crise de rareté » ?

N'oublions pas que, depuis 1930, les gouvernants capitalistes ont appris à lutter contre l'abondance ; la pratique de « l'assainissement des marchés » leur est devenue coutumière. Ce régime fabrique la rareté pour... fabriquer le Profit.

Mais la recherche du profit incite, par ailleurs, les entreprises à développer leurs moyens de production en vue d'augmenter leur chiffre d'affaires. Alors elles empruntent aux banques les crédits d'investissements qui leur sont nécessaires...

Jacques Duboin a dévoilé depuis de nombreuses années cette forme d'escroquerie économique que sont les créations monétaires des banques. En période d'investissements accélérés (c'est-à-dire d'expansion économique) ces créations se multiplient et se chevauchent ; le résultat, c'est que LES LIQUIDITES MONETAIRES AUGMENTENT PLUS VITE QUE LA PRODUCTION NATIONALE car il faut le plus souvent plusieurs années avant qu'une entreprise nouvelle soit en mesure de jeter sur le marché une production équilibrant les crédits bancaires obtenus.

Il y a donc bien, cette fois encore, une « surproduction » mais ce n'est plus, comme en 1929, une surproduction offerte à la consommation publique mais seulement une surproduction de monnaie qui provoque ce déséquilibre entre l'offre et la demande qui caractérise toutes les crises économiques du capitalisme.

Jacques Duboin a intitulé l'un de ses livres « LES YEUX OUVERTS ». Ouvrons bien les nôtres !

Madame Euvrard-Duboin dispose encore de quelques-uns des livres de J. Duboin. Elle vous en enverra, sur demande accompagnée des seuls frais d'envoi (5 F par volume, environ), adressée 88, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet.

Elle vous remercie, en échange, de contribuer à la souscription « Pour que vive " La Grande Relève " ».

Gabriel Lafont collabora de très longues années, sous cette rubrique, à « La Grande Relève », pour les plus grands délices de nos lecteurs. Remercions-le avec joie d'avoir bien voulu reprendre sa plume pour nous.

M.-L. D.

●

UNE LUEUR D'ESPOIR

par Gabriel LAFONT

Depuis que je paie des contributions — ça fait déjà un bout de temps — et que, curieux de savoir où passe mon fric, j'épie du coin de l'œil les princes qui nous gouvernent et prétendent gérer les affaires du pays, j'ai assisté avec un émerveillement toujours renouvelé à je ne sais combien d'exercices de haute voltige appelés redressements définitifs, à commencer par la première stabilisation du franc entreprise par Poincaré, le sauveur d'alors. Brillante opération qui amputait notre glorieuse monnaie nationale des quatre-cinquièmes de sa valeur, et qui fut saluée par tous les économistes distingués comme un chef-d'œuvre de technique monétaire. Au point qu'il fallut la renouveler plusieurs fois par la suite. Rien que pour le plaisir.

Bien que le nouveau plan de redressement, tout aussi définitif, du professeur Barre ne soit pas accompagné, cette fois, d'une dévaluation — mais tous les espoirs sont encore permis — tout porte à croire qu'il aura le même succès que les précédents.

Ce changement dans la continuité, ou cette continuité dans le changement, comme dirait Giscard d'Estaing, qui est la marque de la société libérale avancée, a quelque chose de rassurant. Où irions-nous, je vous le demande, si quelque hurluberlu au pouvoir s'avisait tout à coup qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans notre système économique, et même dans la petite tête de nos hommes politiques ? Et que tous les remèdes classiques que l'on applique au grand malade sont autant de cataplasmes sur une jambe de bois ? Il pourrait en conclure, cet hurluberlu, qu'il serait temps enfin, passant de l'homéopathie à la chirurgie, d'en venir au socialisme distributif. De quoi frémir.

En attendant, la Société Libérale Avancée continue son petit bonhomme de chemin à reculons. On ranime le franc défaillant avec des cachets d'aspirine, on augmente le prix de la vignette-auto, on invite le bon peuple à retrousser ses manches et à se serrer la ceinture, et la fête continue.

Jusqu'à quand ?

Jusqu'au jour où un nouveau sauveur, succédant à M. Barre ou à un autre, mais qui, ayant découvert un remède miracle contre l'inflation, nous sortira de la... enfin, vous voyez ce que je veux dire.

Mais j'y pense, ce sauveur, on l'a peut-être sous la main...

Voici quelques semaines, Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux Universités, entourée du professeur Balout, directeur du Musée de l'Homme, du colonel de l'Armée de l'Air en grand uniforme, de l'Ambassadeur d'Egypte en tenue de gala, et de la Garde Républicaine au garde-à-vous, recevait sur l'aéroport du Bourget un illustre personnage à sa descente d'avion. C'était Ramsès II.

Ramsès II n'était pas en très bon état, à ce qu'il semble. C'est pourquoi — et c'est tout à l'honneur de la France — il est venu se faire soigner chez nous où une vingtaine de savants appelés à son chevet vont essayer de lui refaire une santé ; ou tout au moins le retaper un peu pour le rendre plus présentable.

Si la science y parvient, ce que je souhaite ardemment, pourquoi ne le garderions-nous pas chez nous, Ramsès II ? Hein ?... Pas au Musée de l'Homme. A Matignon.

Ramsès II, en effet, d'après ce qu'on raconte, serait ce pharaon qui, voici plus de 3 000 ans — comme le temps passe ! — à l'époque des vaches grasses et des vaches maigres, sauva l'Egypte à la fois de la surproduction et de la famine, réalisa le plein emploi en construisant des pyramides et jugula du même coup l'inflation. Il devait avoir un truc.

Si Ramsès II s'en sort grâce aux savants français, il faut le garder à tout prix. M. Barre n'en sera pas vexé, j'espère.

En raison des liens séculaires qui unissent la France à l'Egypte, M. Anouar el Sadate ne peut pas nous refuser ce cadeau.

En échange on lui refilera Antoine Pinay.

MOTS CROISÉS

SOLUTION DE LA GRILLE
publiée dans le N° 738

●

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
1	C	H	O	M	A	G	E	■	P
2	■	E	N	A	■	■	■	D	O
3	■	S	■	R	H	E	S	U	S
4	■	I	N	G	E	N	U	■	E
5	E	T	O	I	L	E	E	S	■
6	C	A	N	N	A	G	E	■	R
7	■	T	■	A	■	■	■	G	O
8	T	I	T	U	B	E	R	A	S
9	H	O	U	X	■	T	A	R	E
10	E	N	S	■	L	E	S	E	S

REPENSONS NOS REVENDICATIONS

par Pierre BUGUET

A l'anxiété, à l'insécurité collective, des remèdes divers sont proposés. Groupements idéologiques, syndicats, partis, exaltent et cultivent leur clientèle : — les premiers sur une société altruiste, idéalement évoluée, — les seconds, sur le salariat à perpétuité par le plein emploi, — les derniers sur l'amélioration des revenus par l'arrêt de l'inflation et, à la fois, du chômage, dans le cadre « Prix-Salaires-Profits »...

Certains, pleins de généreuses aspirations, demandent le sacrifice momentané de catégories sociales pour l'exemple, pour créer un état de fait et entraîner la collectivité vers les réformes fondamentales. C'est exaltant, le sacrifice, mais pas courant, et, en conséquence, il s'épuise vite, sa proposition reste aléatoire.

Ce qui est moins attrayant, mais qui est positif, parce qu'il correspond à une réalité économique, c'est : LA REVENDICATION DE REVENUS DISSOCIES D'UN TRAVAIL FOURNI.

Analysons le problème :

Nous voyons nos Gouvernants se muer en commis-voyageurs à l'exportation, se lancer à corps perdu dans les armements, les grands travaux : activités productrices de biens non commerciables dans le pays, mais créant des revenus indispensables pour l'écoulement de la production utile qui, de plus en plus mécanisée, dispense de moins en moins de revenus pour son acquisition.

Ces mesures s'avérant insuffisantes face à l'évolution plus rapide encore des techniques productives, la Banque, pour sa part, développe le crédit qui, par son agio onéreux, accroît l'écart entre les salaires et les prix.

Malgré l'inflation aussi fluctuante qu'artificielle, l'abondance des biens subsiste, nous submerge.

Que se stoppe l'accentuation crédits-travaux non productifs et c'est le blocage des échanges, de l'économie elle-même.

Est-ce irrémédiable ?... Non !

Le suicide collectif ne s'accepte que sous l'emprise de nécessités implacables.

Est-ce le cas ?... Non plus !

Nous avons au contraire : abondance de biens et un équipement productif prometteur d'abondance plus grande encore. Il nous suffit de créer les revenus correspondant au volume de cette production pour la répartir.

Les mesures de survie du capitalisme, sous la pression de notre potentialité productive, sont quelque peu anarchiques ; l'adaptation est douloureuse, confuse.

La sauvegarde du profit passe par l'échange lucratif.

Au stade actuel de notre productivité, le passage à la consommation des biens produits ne peut plus être lucratif que par l'apport de revenus ne créant pas de biens destinés au marché ; c'est-à-dire de revenus restant disponibles pour l'écoulement de biens de consommation commercialisés.

Depuis nombre de décades nos gouvernements successifs, sous l'égide de la Banque, l'ont parfaitement compris :

Pour diminuer l'écart entre la valeur de la production offerte et le pouvoir d'achat qu'elle libère, ils se sont appliqués, soit à raréfier les produits destinés au marché (opération dénommée « Assainissement du marché »...),, soit à créer des revenus d'appoint par : la production d'armements, les exportations onéreuses, grands travaux, subvention aux investissements, à la construction, etc., pour fermer le cycle : production utile - consommation, libérateur du « profit-tabou ».

A ces revenus créés par une production inutile, ruineuse par son impact sur la dévaluation de la monnaie, annihilant sa capitalisation même, nos augures consentirent l'aide directe, mais parcimonieuse, à la consommation sous forme d'allocations et subventions **sans contre-partie de travail :** — Retraites, prestations familiales, de logement, de chômage, aide à l'habitat, secours aux économiquement faibles, aux handicapés, ristourne aux rentiers, etc.

Ce principe de **revenus sans contre-partie de travail fourni,** adopté pour la pérennité du profit échangiste lui-même :

- démontre que la création de cette forme de revenus est une nécessité pour l'écoulement des biens produits ;
- amorce le nouveau mode de répartition de ces revenus (leur distribution).
- implique que la création de ces revenus soit assurée et contrôlée par l'Etat en fonction du volume total de la production de biens et services réalisés.

Nous cheminons lentement vers une Economie Distributive, mais, si le chemin tracé est irréversible, n'appartient-il pas aux impatients dont nous faisons partie, de l'élargir, d'en faire une avenue directe, d'en supprimer les détours ? Car, le capitalisme ne s'y oriente qu'à son corps défendant ; ses managers font la rafle, ils plument hâtivement la collectivité au passage.

Par leurs privilèges du crédit, de battre monnaie, ils tiennent la consommation en laisse.

La résistance de la puissance financière chancelle ; le coup de pouce de la grande masse de la collectivité réduite à la portion congrue, malgré notre potentialité d'abondance, nous entraînerait à une **« Economie des besoins »,** sans attendre la faillite totale du profit.

Le problème actuel est donc de faire face à la diminution des revenus dégagés par la production, par le développement des revenus sociaux.

Nos voisins d'outre-Atlantique, dont l'équipement productif plus automatisé dégage encore moins de revenus en regard de leur production, sont parvenus à ce stade critique :

Après le secours de chômage à 90 % du salaire, **pour tout chômeur ;** la retraite calculée sur les dix années où le salaire était le plus élevé ; l'allocation a toute femme à l'âge de la retraite, n'ayant pas même participé à la production ; se profile pour les mois qui viennent : **le salaire garanti à tout homme ou femme dans l'âge de la période active.**

Ces réformes sociales sont inscrites dans l'évolution économique elle-même ; tant il est vrai qu'il ne nous appartient pas de faire longtemps échec aux techniques qui bousculent nos structures économico-sociales conçues au siècle dernier.

Pourquoi faire les sourds alors que la collectivité entière ne peut qu'y gagner sécurité et bien-être ?

Serons-nous longtemps à la remorque de nations fief du du capitalisme, nous qui prétendons être le berceau de l'émancipation sociale ?

Au socialisme idéaliste, au socialisme de vœux, doit succéder leur réalisation : LE SOCIALISME DISTRIBUTIF.

AVANÇONS-EN L'HEURE !

UN CONTE POUR ENFANTS

HISTOIRE D'HOMMES

par Jean CARLESSE

Le plateau verdoyait sous un ciel lumineux. Dans les arbres qui ployaient sous leur charge de fruits, les oiseaux chantaient et se poursuivaient dans l'allégresse qu'engendrait l'air frais de ce matin d'été.

Ecolier en vacance, Pierrot se promenait, tenant d'une main une pomme mûre qu'il croquait à belles dents tandis que de l'autre il semblait accroché au bras de son gigantesque grand-père tel un singe à une branche maîtresse.

Tout lui souriait et il s'étonnait de voir que les habitants du pays, qui saluaient son aïeul au passage, n'avaient pas l'air de participer à l'euphorie générale qu'entonnait la nature.

— Dis grand-père pourquoi les gens, ici, sont-ils si tristes ?

Le géant ne répondit pas tout de suite et se contenta de bougonner à la première récidive de cette question qui semblait l'embarrasser.

Devant l'insistance de Pierrot il s'arrêta et tendant un doigt vengeur vers un édifice tout rose aux lignes élancées le faisant ressembler à une immense corole, il se décida à prendre sa question en considération.

— Tu vois ce réservoir qui nous cache une partie du ciel, là-bas, ce béton disgracieux qui jure dans le paysage ?... c'est de lui que nous vient tout le mal...

L'émotion l'étreignait trop fort, il ne put poursuivre et se contenta de conclure par ces mots :

— C'est toute une histoire que je te conterai plus tard quand tu seras grand.

— Pourquoi plus tard, dit l'enfant : il y a donc des passages interdits aux moins de 18 ans dans ton histoire ?

— Non, mais tu ne comprendrais pas.

— Tu crois ? Dis toujours, on verra bien.

Il y eut d'abord un long silence, puis l'aïeul se décida enfin à accéder au désir du « petit ».

— Et bien voilà... Je vais essayer d'être simple.

Du temps où j'avais ton âge, il n'y avait pas d'eau sur ce plateau. On allait la chercher tout en bas dans la plaine. Elle se vendait dix sous la jarre.

Seul le père Simon avait un puits très profond d'où il tirait, avec une chaîne enroulée à un tambour mu par une grande manivelle, de quoi boire et arroser son jardin. Il faisait des envieux et on le chahuta tant qu'il finit un jour par céder à la pression populaire. Il embaucha les cent gars les plus solides du village leur offrant cinq sous pour chaque jarre qu'ils tiraient et que, lui, vendait six sous.

On ne manqua pas de le traiter de profiteur mais les maraîchers et les travailleurs y trouvèrent quand même leur compte.

C'était le bon vieux temps. Tout le monde avait du travail et nos jardins, bien arrosés, fournissaient assez de produits pour nourrir toute la population.

Malheureusement un gars venu de la grand'ville, un beau matin, acheta la terre du père Simon et eut l'idée d'installer une pompe à moteur et ce réservoir de stockage. L'eau se mit à couler dans les caniveaux que c'en était une bénédiction. La payant à l'ouverture des vannes elle revenait, d'après les calculs des experts, dix à vingt fois moins cher qu'autrefois. Tout faisait donc présager une nouvelle ère de prospérité.

Hélas ! le moteur faisant le travail de près de cent hommes, ce résultat était obtenu avec le concours de deux seuls ouvriers juste nécessaire pour surveiller et entretenir la pompe et manœuvrer les vannes. Les légumes et les fruits devinrent encore plus abondants chez nos maraîchers. Mais nos travailleurs réduits pour la plupart au chômage n'avaient plus d'argent pour les leur acheter. Ils furent contraints de descendre chercher du travail dans la plaine, où ils furent rejoints par les ouvriers agricoles en surnombre sur des terres remises en jachères. Rapidement le plateau se dépeupla et il ne resta plus que les vieux.

Mais le travail, là-bas aussi, commença à manquer et on vit revenir peu à peu tous ces jeunes, la rage au cœur.

Les uns voulaient détruire ce moteur et le réservoir objets de leur malheur, les autres ne parlaient que de s'en emparer pour les utiliser à leur seul profit.

Ce sont ces derniers qui l'emportèrent.

L'eau se remit à couler dans les caniveaux pendant quelque temps mais cessa rapidement car les maraîchers n'avaient pas d'argent pour l'acheter au prix qu'en demandaient les nouveaux distributeurs. Ces derniers avaient beau expliquer qu'ils avaient, eux aussi, des besoins élémentaires à satisfaire et une famille à nourrir, ils n'en passaient pas moins pour de paresseux fonctionnaires se mettant à cent pour faire le travail d'un seul homme.

— Mais grand-père, dit l'enfant, au « bon vieux temps » comme tu dis, ils étaient aussi cent à tirer de l'eau et tout semblait s'équilibrer. Est-ce parce qu'ils ont plus d'eau encore avec moins d'effort que tous ces gens sont mécontents ?

— Non, mon gars, il paraît que nous sommes atteints d'une grave maladie qui s'appelle l'inflation et que pour s'en guérir il faut se restreindre.

— Se restreindre parce qu'il y a trop d'eau et qu'on peut espérer de très belles récoltes ?

— Je t'avais bien dit que ce n'était pas une histoire pour enfant.

VIE DU M.F.A

CONGRÈS ANNUEL

Le CONGRES ANNUEL aura lieu le 7 novembre 1976, de 9 heures à 18 heures, salle de l'U.C.J.C., 14, rue de Trévise, 75009 Paris.

L'ordre du jour prévu est le suivant :

9 h à 12 h 30 — Rapport moral
— Rapport financier

14 h à 18 h 30 — Avenir du M.F.A.
— Avenir de « La Grande Relève »

Eventuellement :

Proposition de différentes options concernant le mouvement et le journal.

Election du Comité Directeur pour l'exercice 1976-1977.

Les adhérents qui seraient dans l'impossibilité d'assister à ce congrès peuvent s'y faire représenter en découpant et en envoyant (par exemple au journal) le pouvoir ci-dessous :

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Adhérent au M.F.A. depuis .....

ayant réglé ma cotisation annuelle le .....

titulaire de la carte n° .....

donne, pour me représenter le 7 novembre 1976 au congrès annuel, plein pouvoir à l'adhérent :

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Signature :

Un groupe d'adhérents du M.F.A. propose au Congrès du 7 novembre 1976 d'approuver la résolution suivante :

RESOLUTION : Jacques Duboin a fondé le journal « La Grande Relève des Hommes par la Science ». Il l'a dirigé et animé pendant près de quarante années.

Par testament, il a désigné expressément sa fille Marie-Louise Duboin, épouse de Jean-Pierre Mon, pour lui succéder.

CETTE DERNIERE VOLONTE DE JACQUES DUBOIN DOIT ETRE RESPECTEE PAR TOUS LES MEMBRES DU M.F.A.

Tous ceux qui veulent que cette motion soit adoptée et qui se trouveraient dans l'impossibilité d'assister au congrès, peuvent exprimer leur accord par écrit. Il leur faut pour cela découper (ou recopier) le pouvoir ci-contre et l'envoyer, après l'avoir dûment signé, à notre fidèle camarade de toujours : Pierre LARCHER, 16, rue Lacroix, 75017 PARIS.

POUVOIR : Je, soussigné, adhérent au M.F.A. depuis le ....., titulaire de la carte n° ....., approuve l'adoption par le Congrès de la résolution suivante :

« Jacques Duboin a fondé le journal « La Grande Relève des Hommes par la Science ». Il l'a dirigé et animé pendant près de quarante années. Par testament, il a désigné expressément sa fille Marie-Louise Duboin, épouse de Jean-Pierre Mon, pour lui succéder.

Cette dernière volonté de Jacques Duboin doit être respectée par tous les membres du M.F.A. ».

NOM : .....

Prénom : .....

Fait à ..... **le** .....

Signature :

POURQUOI JE NE VIENDRAI PAS AU CONGRES DU M.F.A. DU 7 NOVEMBRE 1976

J'ai, comme vous tous, reçu une invitation de C. Loriant à assister au Congrès du 7 novembre 1976.

Outre les termes agressifs dans lesquels cette convocation est rédigée, elle traduit déjà l'optique dans laquelle les débats seront dirigés. C'est le voleur qui propose un pardon à sa victime tout en conservant par devers lui le produit de son vol. C'est un peu raide... Il est vrai que l'on a vu pire.

Je m'en tiens aux termes de mes déclarations parues dans « La Grande Relève » n° 737 avec en plus un préalable dont l'origine remonte à la parution de ce numéro. A savoir :

1. — Restitution pure et simple par C. Loriant des 1 800 numéros que les abonnés ont payé et qui ont été détournés chez le routeur.

2. — Une consignation bloquée de 15 000 francs entre les mains de quelqu'un de « neutre » en attendant la production des comptes de répartition.

En attendant, je m'abstiens de paraître à toute réunion pour éviter des incidents fâcheux pour l'unité du Mouvement.

Elie PIZZOLI,
Trésorier du M.F.A.,
Membre du Comité Directeur.

AUX ADHERENTS ET SYMPATHISANTS DU M.F.A. ET DE « LA GRANDE RELEVE »

J'ai reçu de M. Loriant une convocation à ce Congrès qui doit être capital pour l'avenir du Mouvement d'idée, né il y a plus de quarante ans sur l'initiative de Jacques Duboin. Je regrette de ne pouvoir y assister et demande à sa fille Marie-Louise de m'y représenter.

J'ai également pris connaissance par le dernier N° spécial de « La Grande Relève » des dissentiments qui règnent au sein du comité Directeur et surtout du Testament de Jacques Duboin.

Ce Testament désigne sa fille pour lui succéder à la Direction de « La Grande Relève ».

M. Loriant lui conteste ce droit. Or, un testament doit être respecté.

Jusqu'à sa fin, Jacques Duboin est resté en fait Président du Mouvement et de son organe de diffusion. Pendant plu-

sieurs années, il a pu juger l'action de M. Loriant qui le secondait comme vice-président.

On pouvait s'attendre à ce qu'il désigne M. Loriant pour lui succéder à la tête du Mouvement. Or, il n'en est rien. C'est donc un net désaveu.

J'ai 85 ans. Je suis un survivant des Apotres groupés autour de Jacques Duboin, qui ont vécu avec lui la période exaltante des dernières années qui ont précédé la Guerre. Je ne pense pas qu'il soit possible pour un de ceux-ci d'admettre qu'on puisse refuser de s'incliner devant ce dernier vœu exprimé par Testament par leur Maître.

D'autre part les dissentiments, les griefs exprimés, au sein du Comité Directeur me semblent trop graves pour qu'on puisse envisager une simple reconduction de l'organisation actuelle.

En conséquence, je soumets au Congrès cette proposition :

Rendre autonomes d'une part le Mouvement et d'autre part « La Grande Relève ». « La Grande Relève » vivant des abonnements et des dons ; le Mouvement, des adhésions. Le Mouvement pourrait créer un bulletin de liaison avec ses adhérents analogue à celui que, en qualité de président de deux sections, j'avais créé en 1937.

J'en ai envoyé un à M. Loriant.

A chacun de taire ses ressentiments. Au congrès de décider.

Il pourrait, je pense, élire deux comités directeurs.

Les « G.S.E.D. » ont d'ailleurs une organisation semblable avec leur propre bulletin.

Bonne chance. Salutations confraternelles.

J. PONCIN LA FUSTERIE,
St-Aubin de Lanquais.

LETTRE ADRESSEE LE 15 OCTOBRE 1976 A MARIE-LOUISE DUBOIN

Chère Madame,

Vieil abonné à « La Grande Relève des Hommes par la Science », je reçois, dans mon courrier, une stupéfiante circulaire-convocation émanant de Ch. Loriant, se référant d'un **néo** Comité Directeur du M.F.A. tout frais émoulu.

Cette circulaire datée du 4 septembre 1976, me prévient le 11 octobre (de la même année) cachet de la poste Paris 11 — rue Bréguet 11e — du 11/10/76. L'adresse imprimée le fut, de toute évidence, avec ma plaque d'abonné à « La Grande Relève », plaque détenue par le routeur. N'est-ce pas une anomalie, un abus d'usage ? Car je vous dirais que je n'apprécie pas ce genre de communication, pleine de contre-vérités, qui sent l'intrigue et dénote la triste muflerie de son inspirateur.

Il est des assertions mensongères qui ne peuvent rester sans réponse.

Au premier paragraphe : ...« les prétentions d'une héritière font que légalement le Mouvement est dans l'impossibilité de faire paraître « La Grand Relève ». Le testament de notre Président, rédigé en 1972, est cependant formel, sans ambiguité, exclusif :

« Je lègue à ma fille, Madame Jean-Pierre MON, née Marie-Louise Duboin, la totalité de mes livres, ainsi que la publication intitulée « La Grande Relève des Hommes par la Science », que j'ai fondée et dirigée depuis sa fondation. Elle est libre d'en poursuivre la publication si elle le juge utile ».

Texte publié dans « La Grande Relève » n° 737 de juillet 1976.

Ces dispositions catégoriques semblent être ignorées de Ch. Loriant le **4 septembre 1976**, alors que

1.— il a saisi les exemplaires du n° 737 chez le routeur, en juillet 1976.

2.— il fut débouté de ses prétentions sur le journal de Jacques Duboin et condamné par jugement du 6 août 1976, exercé sur sa demande, à en restituer à Mme M.-L. Duboin-Mon, les numéros saisis frauduleusement.

Est-ce de l'amnésie ? Nous n'osons pas croire que ce soit duplicité.

Au troisième paragraphe : « Le différend qui oppose le Comité Directeur de notre Mouvement et Mme Duboin-Mon, agissant à titre personnel, s'est traduit par l'impression et la diffusion d'un exemplaire « pirate »... ».

1.— Il semble pourtant qu'héritant de la responsabilité de la publication de « La Grande Relève » vous eussiez, en sursoyant à la dernière volonté de votre Père, frustré les abonnés en n'assurant pas le tirage du journal.

Merci de vos efforts, merci de votre dévouement ,merci de nous avoir rendu la pensée de votre Père.

2.— Vous auriez commis, selon Ch. Loriant, dont « l'amnésie » persiste, un acte de piraterie en assurant le service de leur journal aux abonnés. Ainsi vous étiez acculée soit à la piraterie, soit au reniement de la volonté de votre Père et à la spoliation des abonnés. Il vous fallait opter.

Je lis dans le dictionnaire :

Pirate = tout homme qui s'enrichit en pillant, en volant.

Vous voilà donc situés (pour les lecteurs de « La Grande Relève ») votre Mère, Madame veuve Duboin, vous, sa fille et votre mari, M. J.-P. Mon !

Mais alors notre Président J. Duboin lui-même dans cet entourage ? Ch. Loriant nous révèlera tout ! Mais nous-mêmes aussi, complices depuis tant d'années par notre persistante adhésion au M.F.A. ?... Ch. Loriant sonne l'heure de notre auto-critique !

Dire que ce même Ch. Loriant accepta des deux mains la vice-présidence d'un tel Mouvement !

Car la piraterie :

— Ne consiste pas, sans doute, à sortir de l'argent sans justification comptable.

— Ne consiste pas, sans doute, à renvoyer ignominieusement, au lendemain du décès de notre Président, Mme Veuve Duboin, née Euvrard, secrétaire générale du M.F.A. et de lui enlever la signature des chèques postaux pour mieux disposer des fonds.

— Ne consiste pas, non plus, à s'accaparer abusivement la rédaction exclusive de « La Grande Relève », pour en étouffer toute collaboration constructive, toute voix, toute contestation au bénéfice de sujétions lénifiantes, destructrices de nos thèses.

— Ne consiste pas, non plus, à refuser l'entrée dans un comité de rédaction de « La Grande Relève », à Mme M.-L. Duboin, fille de notre Président et responsable de la publication, sous le prétexte qu'elle n'acceptait pas la déformation délibérée et la mise en sommeil de la pensée de son Père au profit de mouvements à objectifs idéologiques limités et secondaires.

— Ne consiste pas, non plus, à tenter de répandre, sous le boisseau, des insinuations calomnieuses contre Mme Veuve Duboin, née Euvrard.

C'est aller loin, sous le couvert de défendre la pensée de notre regretté Président Jacques Duboin !

Cela frise l'ignominie.

J'espère que tous ceux qui ont réellement compris son œuvre et la valeur de sa pensée le prouveront en travaillant avec vous et en aidant « La Grande Relève ».

Croyez, chère Madame, à mon entier dévouement.

Pierre BUGUET.

Je crois que la lecture des trois derniers numéros de « La Grande Relève » (nos 737, 738 et 739) aura montré que ma Mère et moi étions capables de relancer le journal comme l'a voulu son fondateur et cela sans que des questions d'argent n'interviennent : nous n'avons même pas pu utiliser les moyens financiers propres au journal !

M.-L. DUBOIN.

LAPALISSADES

par Jean MAILLOT

A quoi bon direz-vous rappeler des vérités premières, tellement évidentes !

Tout simplement parce que plus personne ne les a présentes à l'esprit, enfouies qu'elles sont, depuis des décennies, sous l'accumulation des scories de la « Pub » commerciale ou politique. Submergés d'informations tendancieusement déformées, le crâne bourré des slogans les plus inepte, nos contemporains n'ont plus ni jugement sain, ni même le plus simple bon sens.

C'est pourquoi il convient, en cette période cruciale et déjà électorale, de leur rafraîchir la mémoire et de les amener à de saines réflexions.

★

— Pour quoi les hommes sont-ils donc sur Terre ?

Mais tout simplement pour y vivre ! Ils travaillent alors pour se procurer tout ce qui leur permet d'exister et ce le mieux possible.

★

— Une grand loi guide l'activité des êtres : **la loi du moindre effort !**

Ils ont donc cherché, et trouvé, les moyens de diminuer leur peine tout en augmentant la production des richesses.

★

— Ce but est aujourd'hui atteint au delà de toute espérance !

Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Hélas ! trois fois hélas !

Dans l'ère de l'Abondance, les régimes économiques et politiques demeurent ceux de la Rareté.

★

— Nous avons atteint le point de rupture.

Au moment où il devient de moins en moins nécessaire, notre Constitution nous garantit le « Droit au travail ». Partis politiques et syndicats emboîtent le pas !

« Automatisation et plein emploi » sont antinomiques. C'est un pari stupide !

★

— Le Contrat social est donc rompu !

Alors, chez les « dirigeants », c'est la panique !

Pour sauver le régime capitaliste, celui des « salaires-prix-profits », c'est la fuite en avant ! Pour créer des emplois, l'expansion coûte que coûte (c'est le cas de le dire !).

Où trouver l'argent sans lequel le capitalisme ne **sait** rien faire ? Qu'à cela ne tienne, on en fabrique, et à qui mieux mieux ! L'Etat, de son côté, avec une machine à imprimer, les banques du leur, avec un encrier et un porte-plume ! Et vogue la galère !

Juste retour des choses, dans ce régime où tout doit être rare pour avoir un prix, ce sont les monnaies qui n'en ont plus !!!

★

Alors ?

— à la « production pour le Profit » doit tout naturellement succéder la « production pour les besoins » (ce qui à l'origine était justement son objet) ;

— au « marché du Travail » : le Service Social ;

— à la monnaie dite précieuse : la monnaie de consommation ;

— à l'économie marchande : l'économie distributive ;

— à l'abrutissement : la Culture.

★

Que ceux qui prétendent avoir une autre solution le disent, nous serons toute ouïe ! A condition toutefois que ce ne soit pas une c... bêtise. Ce dont nous ne serions d'ailleurs nullement surpris.

MEFAITS DIVERS

Dans un petit village près de Troyes, huit personnes, dont cinq enfants, périssent dans l'incendie de leur maison. (Les journaux du 11-10-76).

« La maison était faite de matériaux très inflammables. Il s'agissait d'une construction plus que vétuste, aux murs de craie, réparée au fil des années et des besoins à l'aide de bois, de vieilles tôles de récupération, de fins grillages et dont le toit était recouvert de toiles goudronnées. (Le Parisien Libéré).

Cette description que l'on retrouve dans l'AURORE et dans LE FIGARO n'est suivie d'aucun commentaire dans ces journaux.

Mais à gauche, direz-vous ? Nous y arrivons. En effet, dans l'HUMANITE, on s'insurge. Lisez plutôt sous le titre :

« Drame de la misère près de Troyes. Huit morts, dont cinq enfants, dans l'incendie d'un logement-taudis ». Nous vous faisons grâce des détails de cet horrible drame. Voici les conclusions que l'on peut lire ensuite :

« Il est difficile, en présence de telles conditions de vie, d'évoquer la fatalité ou l'accident, tant le drame a des racines profondes dans l'injustice sociale ».

Nous félicitons l'HUMANITE pour sa position courageuse quant à ce malheureux événement. Mais nous aurions aimé trouver dans ses colonnes des solutions pour accéder à la justice sociale. Par exemple, **par la suppression de l'Economie de Marché,** en sortant du cadre du système **Prix-Salaires-Profits** (Capitalisme), l'abolition du **Salariat** et du **Patronat.** Bien sûr, il faut dénoncer les effets néfastes du Capitalisme, mais sans oublier d'en saper les fondements et d'informer les Français sur les **cause réelles** des désordres, drames et misères découlant du régime économique actuel. Autrement dit, nous pensons qu'il est inutile de parler d'injustice sociale, si l'on n'est pas décidé à **supprimer la misère et non, seulement, à la soulager.**

La justice sociale ne peut s'accomoder de l'économie capitaliste ou échangiste dispensatrice de la rareté et de l'insécurité. Par contre, son règne verrait rapidement le jour dans une économie des besoins, distributive de l'abondance, permettant à chacun d'entre nous de s'épanouir pleinement dans la SECURITE DE TOUS LES JOURS.

Mais de cela l'HUMANITE ne parle jamais !

Pour en revenir à cet affreux drame, il est à présumer que c'est par insuffisance de **pouvoir d'achat** que cette famille fut contrainte de construire petit à petit sa maison et qu'elle ne put se payer le luxe, pour ce faire, d'utiliser des matériaux par trop onéreux pour ses maigres ressources.

Jacques Duboin aimait à répéter, avec preuves à l'appui, que « **Les prix montent par l'ascenseur et les salaires par l'escalier** ». Il en sera toujours ainsi si nous ne nous décidons pas à nous séparer d'un système économique, financier et monétaire, périmé, lequel n'est pas adapté aux progrès fulgurants de la science et des techniques et qui ne peut qu'engendrer désordres, drames et misères .

Georges STEYDLÉ.

ETRANGER

OU VONT LES CAPITAUX ?

par Pierre SIMON

Dans son numéro du 13 septembre 1976, la revue américaine BUSINESS WEEK attire notre attention sur un phénomène paradoxal : les capitaux sont abondants, mais les investisseurs se dérobent comme le montre l'état pitoyable des Bourses mondiales. Dans les grands pays industrialisés les investissements sont nettement inférieurs au niveau de 1973, ce qui pourrait bien compromettre la reprise économique.

En conséquence, les entreprises ouvrent moins d'installations nouvelles, achètent moins de matériel et freinent la recherche de nouveaux produits. Bien sûr, certaines retirent des profits de la reprise qui se manifeste et que les gouvernements ont souvent déclenchée artificiellement en aidant les consommateurs. Ces profits, les entreprises s'en servent pour équilibrer leurs bilans et accroître leurs réserves (dans la crainte d'une nouvelle crise), mais pas à investir. De plus, seules les firmes qui inspirent confiance, celles qui ont « les reins solides », parviennent à attirer des capitaux. A ce jeu, les petites entreprises pourraient fort bien disparaître (c'est le Sous-Secrétaire américain au Trésor qui le dit !). Dernier point : le prix des biens d'équipement croît plus rapidement que le prix de vente des produits qu'ils servent à fabriquer. Les compagnies réagissent en relevant le seuil de rentabilité des nouveaux projets (jusqu'à 30 %). Tous ces phénomènes inflationnistes poussent les entreprises à adopter une croissante lente si bien que les usines ne tournent, en moyenne, **qu'à 75 % de leur capacité.**

On voit mal, dans ces conditions, comment la production pourrait se développer rapidement pour permettre une baisse des prix et la création de nouveaux emplois.

LECTURES

Je me propose d'entreprendre ici l'analyse des deux derniers livres de Roger Garaudy : « **l'Alternative** » publié chez R. Laffont en 1972 et « **Le projet espérance** », sorti cette année.

Ces deux ouvrages qui m'ont enthousiasmée me paraissant une telle mine de réflexion que je ne pense pas qu'il soit suffisant d'en parler dans cette rubrique, même en plusieurs fois. Il faudrait que tous ceux qui peuvent se les procurer en entreprennent la lecture afin qu'une sérieuse discussion de fond, que j'ai déjà amorcée avec l'auteur, puisse se poursuivre ici. J'ai conscience de faire là à M. Garaudy, que je ne connais pas, une publicité gratuite, mais je pense que nos lecteurs ne m'en voudront pas quand ils auront fait la découverte enrichissante de ce travail courageux.

« **L'alternative** » est introduite par ces mots :

« Notre société est en train de se désintégrer ».

« Une transformation fondamentale est nécessaire ».

« Elle ne peut s'accomplir par les méthodes traditionnelles ».

« Une crise de cette ampleur, pour être résolue, exige plus qu'une révolution : une mutation radicale non seulement du régime des propriétés et des structures du pouvoir, mais de la culture et de l'école, de la religion et de la foi, de la vie et de son sens ».

Ce livre commence par le problème de la jeunesse qui est apprécié dans toute sa profondeur. Ce n'est plus un problème de lutte entre les générations ou de prise de conscience politique. Il y a un refus, par la jeunesse, de tout avenir **octroyé,** de toute subordination de la vie à la technique, au lieu de subordonner la technique à l'homme.

En lisant l'analyse critique des structures du capitalisme, j'ai cru retrouver la plume de Jacques Duboin. Nos lecteurs n'auront donc aucun mal à comprendre comment « l'absence de finalité humaine dans l'économie et dans la société en général découle du principe même du capitalisme ».

« Comment a-t-on pu aboutir à une telle désintégration de la société et de l'homme ? » demande R. Garaudy, qui répond : « Par la souveraineté du marché happant dans ses mécanismes le travail, la terre et l'argent ».

Le « suspense » atteint pour nous un maximum quand il paraît annoncer le système distributif par ces mots : « Ce n'est pas seulement la notion du marché qui est condamnée mais celle du salariat qui en découle »... « le développement actuel des sciences et des techniques de production exige que le travail, manuel ou intellectuel, cesse d'être une marchandise ».

Malheureusement, on lit ensuite : « Il ne s'agit nullement de supprimer le marché, mais au contraire de sauver les valeurs nées du marché ». Ce qui paraît contenir une certaine contradiction.

On voit donc que tout ceci amène une discussion fondamentale qui, j'en suis certaine, peut être très fructueuse pour tous. Il semble manquer fort peu au socialisme autogestionnaire de Garaudy, pour rejoindre parfaitement le nôtre. Nous y reviendrons donc.

M.-L. D.

Une fois de plus, les Etats-Unis nous montrent la route à suivre :

A partir de 1979, la semaine dans l'industrie automobile ne sera plus que de quatre jours !

Les ouvriers de l'automobile qui bénéficient déjà d'un congé annuel de 33 jours en auront désormais 40.

Qui plus est, le salaire de base des ouvriers a été majoré et bénéficiera d'une augmentation automatique liée aux hausses du coût de la vie ; le fonds spécial d'assistance aux chômeurs sera relevé et les primes versées aux pensionnés pour compenser les effets de l'inflation seront augmentées. Selon les experts, cet accroissement du prix de la main-d'œuvre devrait inciter les compagnies à faire un plus grand effort d'automatisation, c'est-à-dire à substituer des machines à l'homme.

Ces mêmes experts prévoient que d'ici 1990 la production automobile augmentera de 47 % mais que l'emploi dans cette industrie ne progressera que de 5 %.

Quelle belle illustration des théories de J. DUBOIN !

★

L'O.N.U. vient de publier une étude du professeur LEONTIEV, Prix Nobel d'Economie, sur « l'Avenir de l'Economie Mondiale ».

Cette étude montre que, malgré l'accroissement de la consommation de minerais, les ressources disponibles pourront satisfaire la demande dans le cadre d'une expansion rapide et que la pollution pourra être contrôlée sans gêner l'expansion. Selon LEONTIEV, les obstacles à la croissance de l'économie mondiale sont politiques, institutionnels plutôt que physiques.

C'est ce que nous avons toujours dit !

★

Une initiative à méditer : celle de LEROY-SOMER GUINARD (pompes) qui se décentralisent en mettant en place à la campagne des unités de production à dimensions humaines, avec l'ambition avouée de « faire de ces usines le prototype même de la future société industrielle en matière d'auto-organisation ».

A l'usine de Neuvy-Saint Sepulchre (Indre) le travail à la chaîne a été supprimé ; la responsabilité complète d'un ensemble ou d'un sous-ensemble est confiée à un groupe de 3 ou 4 personnes. La parcellisation des tâches disparaît et l'expérience montre que le temps d'usinage est identique et que la qualité est grandement améliorée.

Les ouvriers décident avec la direction des problèmes d'intérêt général (horaires souples, formation du personnel, extension de l'usine, ...). Bien sûr, on parle encore de profit (comment pourrait-il en être autrement en économie capitaliste ?) mais l'expérience mérite d'être suivie, et perfectionnée... dans le cadre d'une économie distributive.

★

Lors du récent Forum organisé par l'EXPANSION, François MITTERAND a tenté de rassurer les chefs d'entreprise qui l'interrogaient sur le programme de l'Union de la gauche, en affirmant qu'il n'était pas question de toucher à l'économie de marché.

Espérons qu'il ne s'agit là que de propos électoralistes. Car, si la Gauche ne fait pas preuve de plus d'imagination en matière économique, et cela dès son accession au pouvoir, nous nous retrouverons bien vite dans la situation actuelle.

★

Décidément la Lumière ne nous viendra pas du Nord !

L'Académie Royale de Suède vient en effet d'attribuer le Prix Nobel d'Economie à Milton FRIEDMAN, professeur à l'Université de Chicago. Et le professeur Friedman est le chef de file de ce qu'on appelle « l'Ecole Monétariste » qui proclame la suprématie de la monnaie sur l'économique. Cette théorie, crédo des économistes américains du début du siècle, s'est effondrée avec le fracas que l'on sait, lors de la grande crise des années 30. Ce qui n'empêche pas M. Friedman, apôtre du libéralisme absolu et de l'économie de marché, de la reprendre à son compte comme s'il ne s'était rien passé.

Consolons-nous cependant, car, plus conscient que ceux qui l'ont primé, le professeur Friedman n'hésite pas à se qualifier lui-même d'homme du XIX[e] siècle !

J.-P. MON.

A LA POUBELLE

par Jean MERMENDE

Faites — si vous pouvez — un tas de 1 700 millions de tonnes, un autre de 2 300 millions de tonnes, un troisième de 370 millions de tonnes et vous aurez à peu près le volume des déchets qu'accumulent en un an les Américains, du fait de leur industrie minière, de leur production agricole et des rejets industriels et communaux.

Des experts de l'Institut de la Vie (quel joli nom...) réunis à Orléans, se sont demandés si l'on ne pourrait pas faire autre chose de ces tas perdus pour tout le monde.

85 % DE TRAVAIL EN MOINS...

C'était une idée. Ces savants ont découvert qu'on pourrait retirer de ce tas pas mal de produits. Les ordures ménagères, à elles seules, toujours aux U.S.A., fourniraient environ 7 500 millions de dollars de matières diverses, comprenant une gamme impressionnante de métaux. Et encore, si l'on n'en récupérait que la moitié.

En faisant mieux, on y retrouverait 85 % de produits récupérés et on pourrait se contenter d'extraire du sol 15 % seulement des produits de base que nous nous tuons à exiger aujourd'hui des hommes corvéables à merci et d'une terre qui n'en peut plus !

ET SI L'ON FAISAIT DE L'INUSABLE ?

Mais il y a mieux. Au lieu de fabriquer des objets qui se dégradent en un rien de temps — et qui vont, eux aussi, aux ordures — si on les faisait aussi durables que possible, si

l'on construisait, par exemple, des voitures deux fois plus solides (ce ne serait pas un gros effort...) la réduction du gaspillage actuel de notre société démente serait plus que spectaculaire : ce serait une révolution !

Les savants en question nous ont rappelé que la Terre est une petite boule isolée dans le ciel, dont les ressources sont comptées. Aussi le mythe de la croissance illimitée est-il en passe de devenir une dangereuse absurdité.

D'autres l'avaient déjà dit, mais les puissants du jour, du haut de leurs trônes en carton, nous avaient invités à en rire. Au lieu d'en vouloir sottement toujours davantage, on devrait avant tout, ont-ils dit, rechercher un équilibre dont la rupture menace de causer notre perte...

COMME UN DEFAUT...

Mais voilà : cette sage détermination — et cette récupération de tout ce que nous gaspillons — aurait toutefois comme un défaut. En effet, elle ne favoriserait pas la formation des grandes fortunes, ni celle des privilèges d'une minorité de profiteurs qui sont avant tout d'abominables destructeurs.

Jean MERMENDE.

COURRIER DES LECTEURS

Le courrier concernant « La Grande Relève » adressé au siège du M.F.A., 12, rue Lemercier, 75017 Paris, postérieurement au 1er juillet 1976, NE NOUS PARVIENT PAS. Dans ces conditions, DES ABONNEMENTS OU REABONNEMENTS ONT PU NOUS ECHAPPER et nous prions les camarades concernés de nous excuser s'ils reçoivent une carte de rappel, à échéance. Ils seraient fort aimables dans ce cas de nous préciser quel était le montant et la date de leur envoi. Nous avons pris soin de ne procéder, provisoirement, à aucune radiation, et gardons l'espoir (?) que l'argent destiné à « La Grande Relève » lui sera restitué...

D'autre part, de nombreux camarades demandaient autrefois des ENVOIS EN NOMBRE de chaque numéro du journal, aux fins de propagande dans leur entourage. Certains avaient ensuite renoncé et se contentaient de leur seul exemplaire. Il nous apparaît nécessaire de demander à tous ceux qui désirent des envois en nombre de nous le repréciser par écrit au nouveau siège du journal.

Merci. **M.-L. D.**

J'ai lu votre article dans « La Grande Relève » n° 737. Je suis tout à fait d'accord avec vos réflexions qui sont celles de votre Père.

Comme vous le dites, il faut lutter dans tous les milieux. Il ne fait aucun doute que les fort nombreuses associations de tous genres ne pourront pas arriver à un résultat réel sans lutter en même temps contre notre système économique-financier.

L'argent est le tabou le plus ancré dans le mental de l'homme...

Je cherche des personnes qui ont traduit en Anglais des extraits de l'Economie distributive. Pourriez-vous me renseigner ?

Je viens d'écrire récemment au secrétaire d'un nouveau parti en Nouvelle-Zélande en lui décrivant en Anglais un résumé sur l'E.D. Je le fais aussi pour d'autres amis d'Outre-Mer, mais je perds beaucoup de temps à écrire en Anglais...

A. CHANTRAINE
Bressoux (Belgique)

★

Le M.F.A. — si j'ai bien compris son Fondateur — est un groupe d'observations et de réflexions; donc, formé de personnes calmes et pondérées, sachant analyser et expliquer les problèmes économiques.

Or, d'après ce que j'en ai su, il semblerait que l'on glisse vers le défaut de beaucoup d'assemblées syndicales ou politiques : la critique non constructive.

Que voulait, en 1975, ce couple qui a fait l'objet d'éviction à la suite de ses critiques contre la Direction ? Je crois que l'on aurait pu traiter cette situation en douceur...

Je crains que nos amis éloignés, mal informés, ne trouvent cette situation fâcheuse, car le M.F.A. risque de disparaître, ce qui n'est pas notre but.

Et ce but, si nous ne le touchons pas encore, nous tendons à nous en approcher, car les événements internationaux confirment bien l'observation de J. Duboin.

Les Etats-Unis envisagent la semaine de 4 jours, quand nous réclamons le plein-emploi (il est vrai que nous avons du retard sur nos maîtres à penser) et nos différentes allocations sont bien des rémunérations qui n'ont rien à voir avec le salaire horaire. De plus, la gratuité des transports s'étend aux catégories de citoyens à faibles ressources.

Faits que je souligne et commente à mes collègues.

Je forme des vœux pour que le M.F.A. tienne (en entier, si possible) la ligne impulsée par Jacques DUBOIN.

R. D., Yerres.

Sous les yeux votre revigorant appel du N° 738.

Si je suis demeuré jusqu'ici abonné à « La Grande Relève », c'est uniquement par révérence à Monsieur votre Père. Il n'était pas dans mon intention de le renouveler, après son décès...

Ceci pour dire que j'ai respecté l'évolution de « La Grande Relève » vers le gauchisme en croyant qu'il s'agissait de la volonté consciente de votre Père, tout en m'étonnant, sachant que l'une des pierres angulaires de sa pensée était que : « le politique divise, l'économique unit ».

Je suppose que si vous n'êtes pas intervenu du vivant de J. Duboin, pour redresser cette situation étonnante, c'est par pur respect pour les derniers moments, lucides ou non, de votre père...

Je reçois ce matin une lettre et un « Pouvoir » de M. Ch. Loriant. Je remarque l'utilisation du fichier plaques-adresses de la « G.R. », alors que vous-même avait dû tout rédiger à la main...

En vous réitérant mes félicitations pour votre courageuse initiative, et en vous assurant de mon plus complet dévouement...

P.-N. A., Montigny.

BLOC-NOTES

Union Pacifiste de France

Le Congrès de l'UNION PACIFISTE DE FRANCE se tiendra :

le dimanche 14 novembre 1976, à partir de 9 heures à Bondy (Seine-Saint-Denis) dans les locaux du Centre Protestant de Recherche et d'Amitié, 51, avenue de Lattre de Tassigny et 1, rue Pasteur.

L'Union Pacifiste de France publie dans son numéro 114 d'octobre 1976, en hommage à Jacques Duboin, un extrait de « Rareté et Abondance », montrant pourquoi la guerre, conçue pour enrichir le vainqueur aux dépens du vaincu, n'a plus de sens.

LE COMMERCE ET LA GUERRE

Beaucoup de dirigeants et de dirigés sont persuadés que les guerres sont nécessaires pour éliminer le trop plein d'agressivité chez l'homme. Reconnaître cela, c'est reconnaître qu'ils ne sont pas capables de trouver d'autres moyens pour atténuer cette agressivité. C'est reconnaître que leur conscience est bien embryonnaire puisqu'ils permettent tout pour entretenir les violences et les ventes d'armes qui détermineront les guerres.

Les armements de tous genres sont un merveilleux commerce où la concurrence est un jeu. Pour conserver ce brillant commerce qui ne connaît pas de mévente malgré la concurrence des « patries », il faut cacher la vérité. Voilà pourquoi l'ignorance des civils et des militaires doit être soigneusement entretenue.

Albert CHANTRAINE.

ABONNEMENT A « LA GRANDE RELEVE »

C'est uniquement au Compte Chèque Postal LA GRANDE RELEVE - n° 13402.39 PARIS que devront être versés les abonnements et les dons pour la souscription permanente « Pour que vive « La Grande Relève ».

Tarif des abonnements annuels

France	**30,00 F**
Etranger	**35,00 F**
Abonnement de soutien	**55,00 F**

Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVE

88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

NATURE ET PROGRÈS

XII[e] CONGRES NATURE ET PROGRES

5, 6, 7 NOVEMBRE 1976, PALAIS DES SPORTS
167, avenue du Général de Gaulle, 92 NEUILLY

Le 5 : 9 h 30 :
L'agriculture biologique (A.B.) est possible.

14 h 30 :
La conversation à l'A.B., par J. Pousset.

15 h 30 :
L'organisation de l'A.B.

18 h 00 :
Commission sécheresse.

21 h 00 :
Table Ronde : l'A.B. et le monde paysan.

Le 6 : 9 h 00 :
Agriculture et énergie, C. Aubert, M. Crouau.
La sauvegarde du bocage, D. Soltner.
A.B. et Tiers-Monde, J.-L. Messe.

14 h 15 :
La qualité biologique de l'alimentation
C. Aubert, A. Faussurier.

16 h 30 :
Comment manger sain ?

21 h 00 :
Bien Naître.

Le 7 : 9 h 00 :
Assemblée Générale de l'association.

14 h 15 :
Les droits de l'A.B. Débats avec des représentants des partis politiques.

Pendant les 3 jours pourront fonctionner des commissions à la demande des participants.

Tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 2,50 F et d'une bande d'abonnement

Qu'est-ce que «LA GRANDE RELEVE»?

La « Grande Relève des Hommes par la Science » fut fondée en 1935 par Jacques DUBOIN pour diffuser ses idées sur l'économie. Les nations industrialisées comptaient alors plus de 33 millions de chômeurs secourus ; au même moment, les marchés, les magasins et les entrepôts regorgeaient de denrées alimentaires et de marchandises de tous genres qu'il était impossible de vendre avec bénéfice.

Pour donner du travail aux chômeurs, les Gouvernements passèrent de fortes commandes d'armements. En même temps, ils achetèrent — aux frais des contribuables — les excédents agricoles pour arrêter la baisse des prix. Ils stockèrent ainsi, chaque année, d'énormes quantités de céréales, de lait, de beurre, de vin, de viande, de riz, de pommes de terre, etc., dont une partie était exportée à vil prix ou simplement détruite. Tous les prix ne cessèrent de monter ainsi que les impôts. La seconde guerre mondiale mit provisoirement fin à la crise des années 30 qu'il avait été impossible de résorber.

La « Grande Relève » dénonça cette lutte absurde contre une prétendue « surproduction », alors que l'abondance faisait sa première apparition dans le monde.

Pendant la guerre et l'occupation, la « Grande Relève » cessa de paraître : la pénurie avait mis fin à la mévente. Mais la « Grande Relève », dès la Libération, affirma que, malgré les ruines accumulées, l'Abondance tarderait bien peu à ressusciter.

En effet ,on se plaint bientôt à la fois de la mévente et de récoltes « excédentaires ». Les Gouvernements « assainissent » à nouveau les marchés et stockent d'énormes quantités de denrées alimentaires. Les magasins regorgent de marchandises que les industriels fabriqueraient en plus grandes quantités si l'on pouvait les vendre. La production des armements est encore plus intensive qu'autrefois, mais ils sont plus meurtriers et toujours plus coûteux. Prix et impôts n'ont pas cessé d'augmenter aussi bien sous la Quatrième République que sous la Cinquième. Une troisième guerre mondiale, nucléaire cette fois, va-t-elle éclater ?

La Grande Relève observe :

1°) Que l'abondance est l'heureuse conséquence des prodigieux progrès techniques du XX° siècle. Des machines puissantes, actionnées par des énergies prises dans la nature, remplacent toujours plus de travail humain. Il suffit de réfléchir une minute pour comprendre qu'il y a là une contradiction tragique, dès l'instant que le travail, avec le gain qu'il procure, est souvent le seul moyen d'obtenir les produits nécessaires à la vie ;

2°) Que grâce à ces progrès techniques, les hommes font la conquête des loisirs qui sont un grand bienfait de la civilisation ;

3°) Que si l'on détruisait les machines, comme quelques étourneaux le proposent encore, les neuf dixièmes de la population seraient condamnés à mourir de faim et de froid ;

4°) Que la production des richesses tend à devenir toujours plus automatique : des produits s'accumulent en même temps que les campagnes se désertent et que les usines se dépeuplent. Des travailleurs sont licenciés, d'autres ne travaillent que quelques jours par semaine ; beaucoup de jeunes gens ne trouvent pas d'embauche, et le travailleur qui, à 40 ans, perd son emploi, est dans la quasi-impossibilité d'en découvrir un autre : on le trouve trop vieux...

5°) Qu'en conséquence, le pouvoir d'achat de la grande majorité des consommateurs est en baisse, **mais, qui ne peut acheter ruine qui ne peut vendre.** Le retard dans la construction des logements tient à l'impossibilité pour beaucoup de locataires de payer un loyer assez élevé pour que la construction soit « rentable », et de nombreux propriétaires n'ont même plus les moyens d'entretenir leurs immeubles dont beaucoup risquent de s'effondrer.

6°) Que promettre de créer les emplois dont les hommes ont besoin pour vivre est une énorme absurdité. On n'a jamais créé que ceux que réclament la production et la distribution, et le progrès consiste à en supprimer le plus possible. L'Etat ne crée que ceux dont les services publics ont besoin, car les autres seraient des sinécures. Au reste, qu'est-ce qu'il importe à un pays de posséder : des produits ou des emplois ? Evidemment des produits : en conséquence, ce n'est pas le plein emploi des hommes qu'il faut réaliser, c'est le plein emploi des machines.

7°) Que, pendant la guerre, on détruit à la fois les travailleurs et les produits : pour faire le mal, on n'a jamais trop de soldats, ni trop de bombes, **et l'on ne manque jamais d'argent.**

La Grande Relève prouve :

1°) Que tant que l'on maintiendra le régime actuel des salaires-prix-profits, les désordres sociaux continueront de s'aggraver et l'on assistera au spectacle scandaleux de la misère dans l'abondance. On rêvera d'exporter les « excédents » de produits, sans réfléchir que les Américains, les Anglais, les Allemands, les Italiens, les Belges, etc., rêvent aussi d'exporter les leurs : aurait-on déjà oublié le cri de Hitler : **Exporter ou mourir !**

2°) Que les prix et les impôts ne cesseront jamais de hausser, ni la monnaie de se déprécier.

3°) Que la confusion, le mécontentement, la décadence gagneront tous les milieux sociaux. Hantés par leurs difficultés matérielles dues le plus souvent au manque d'argent, beaucoup de Français ont peur de l'avenir. **Or, ils n'ont jamais disposé d'autant de possibilités physiques pour assurer le bien-être et la sécurité dans tous les foyers !**

ELLE INDIQUE LA SOLUTION

C'est : L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

APPELEE ENCORE L'ECONOMIE DES BESOINS
ELLE REPOSE SUR LE PRINCIPE QUE TOUT CE QUI EST UTILE ET MATERIELLEMENT POSSIBLE DOIT ETRE REALISE

La production des richesses est « planifiée », ce qui consiste à orchestrer les efforts : ceux qui qui sont inutiles disparaissent et ceux qui sont utiles sont coordonnés en vue du plus grand rendement obtenu avec le minimum de peine.

Cette planification est confiée aux techniciens dont c'est le métier : ils obéissent aux directives du gouvernement, lequel est sous le contrôle des représentants de la Nation. L'économie distributive ne fait disparaître aucun de nos **droits politiques,** mais elle les complète des **droits économiques de l'homme** sans lesquels ils n'ont plus de sens aujourd'hui, car, **pour vivre « libre », il faut avoir de quoi « vivre » !**

Le travail devient « Service Social »

Le travail nécesaire pour assurer les services publics et la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'outillage, son extension et son perfectionnement) revêt la forme d'un Service Social accompli par roulement, comme aujourd'hui le service militaire. Personne ne peut s'y soustraire à moins d'être infirme ou idiot.

Au lieu de réduire la journée de travail, ce qui entraînerait souvent la réduction de la journée de travail des machines, c'est la carrière active du travailleur qui diminue à mesure que les techniques font de nouveaux progrès. La carrière active commence beaucoup plus tard, ce qui permet de prolonger la scolarité et l'éducation de la jeunesse : la carrière active se termine beaucoup plus tôt, pour que chacun puisse bénéficier de bienfaisants loisirs permettant à chacun de se livrer à l'occupation de son choix, délivré de l'angoissant problème du pain quotidien.

La durée du Service Social varie selon la nature des tâches à accomplir. Elle diminue jusqu'à ce que tous les jeunes aient un emploi.

La distribution est assurée par le « Revenu Social »

Les citoyens des deux sexes ont droit chacun, leur vie durant, à un **Revenu Social** représentant leur part d'usufruit dans le gigantesque patrimoine culturel accumulé par les générations dont ils sont les héritiers. Toutes les découvertes scientifiques et leurs applications techniques sont en effet l'œuvre collective d'innombrables travailleurs et chercheurs, tacitement associés pour l'amélioration continue de la condition humaine.

Le **Revenu Social** est payé par l'Etat en « monnaie de consommation » qui peut être le franc actuel à condition de n'être plus thésaurisable. Cette monnaie ne sert ainsi qu'une fois, son rôle étant de faire passer la production des biens à la consommation. A remarquer que notre franc est déjà « monnaie de consommation » pour les millions de Français qui n'ont pas les moyens d'épargner : en économie distributive, l'épargne devien inutile, le Revenu Social étant versé jusqu'à la mort du bénéficiaire devenu rentier viager.

Le **Revenu Social** donne aux consommateurs les moyens de choisir librement les produits et les services qu'ils désirent, car ils ne leur sont pas imposés. Au contraire, la manière dont ils dépensent leur Revenu Social constitue un référendum permanent signalant les correctifs dont la planification a besoin ; un peu comme l'analyse des billets vendus aux voyageurs permet à la S.N.C.F. de modifier les horaires et de répartir le matériel roulant.

Le **Revenu Social** est déterminé chaque année en fonction de la production des biens de consommation et des services. Plus ils grandissent, plus le **Revenu Social** augmente.

Le **Revenu Social** apporte à la femme sa libération complète, aucune loi naturelle ne la condamnant à dépendre économiquement de l'homme.

Grâce au **Revenu Social,** l'homme, débarrassé des soucis matériels de l'existence, a le moyen de cultiver son esprit et **l'avenir des siens étant assuré,** il peut mourir en paix.

Observations :

1°) L'Economie distributive est l'aboutissement logique de l'économie dite des **salaires-prix-profits** qui repose sur les échanges. Mais à une production de masse ne peut correspondre qu'une consommation de masse, laquelle exige la distribution.

Le **Revenu Social** est déjà timidement amorcé, puisque des millions de Français reçoivent déjà, à des titres divers (allocations chômage, familiales, vieillesse, etc.), des sommes pour lesquelles ils ne fournissent pas de travail ; le gouvernement, sous le nom de Plan, tente une ébauche de planification : le franc, comme toutes les monnaies du monde, n'a plus aucune valeur intrinsèque : il n'a que la valeur des biens et des services qu'il permet d'acquérir.

Mais le pouvoir d'achat distribué n'est pas encore calculé sur la production des biens de consommation et des services, c'est-à-dire à la fois sur le travail des hommes et sur celui des machines.

C'est conserver les usages de l'économie artisanale, autrement dit les rênes et le fouet pour conduire un véhicule dont le cheval s'est transformé en moteur toujours plus puissant.

2°) Toutes les critiques adressées à l'économie distributive émanent de gens incapables d'expliquer en quoi elle consiste. Ils prétendent que ce serait un régime totalitaire, celui de l'encasernement, du « bon de pain » et même de l'asservissement à quelque tyran particulièrement malfaisant.

La réponse est facile : **une tyrannie ne peut s'exercer que sur des masses pauvres et incultes ; jamais un dictateur n'asservira des hommes instruits, jouissant du bien-être matériel et vivant sans aucun souci du lendemain.**

Ceux à qui l'Economie Distributive ne plaît pas sont libres d'en imaginer une autre.

Jacques DUBOIN

La directrice : M.-L. DUBOIN. Imp. Gaschet, Paris N° Commission Paritaire : 57 434